

5 décembre 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations franco-africaines, et sur la notion de "bonne gouvernance" pour les donateurs d'aide internationale comme pour les pays bénéficiaires, la stabilité politique et l'Etat de droit, Ouagadougou le 5 décembre 1996.

Monsieur le Président de la République du Burkina-Faso, mon cher Blaise Compaore,

- Mesdames et messieurs les présidents,

- Messieurs les chefs de gouvernement et de délégation,

- Mesdames et messieurs,

- mes chers amis,

- Au moment d'ouvrir avec vous cette XIXème Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique et de France, je voudrais vous dire combien je suis heureux d'être aujourd'hui des vôtres, ici, à Ouagadougou. J'en remercie tout particulièrement notre hôte, mon ami le Président Blaise Compaore. Je tiens, en notre nom à tous, à lui exprimer, ainsi qu'à son gouvernement et au peuple burkinabé tout entier, notre gratitude pour la chaleur de leur accueil dans cette si ancienne cité, Ouagadougou, capitale historique de l'Empire Mossi et sur laquelle flotte encore l'image de courage et de charme de la princesse Yenenga.

- Je salue aussi tous les participants à notre sommet et je souhaite la bienvenue à ceux qui, comme moi, représentent ici, pour la première fois, leur pays à nos travaux.

- Le Président Compaoré vient de le souligner, cette XIXème conférence voit s'affirmer pleinement la dimension continentale africaine de nos rencontres. Elle exprime notre volonté, votre volonté de vous concerter toujours plus étroitement pour traiter ensemble les grands problèmes qui se posent à vos pays. Elle manifeste votre désir de construire conjointement l'avenir. Un avenir dont les principaux enjeux sont la paix, le développement, et l'entrée de l'Afrique dans le grand mouvement de mondialisation qui se dessine.

- Votre présence témoigne aussi de la force et de la vitalité des liens qui unissent mon pays à l'Afrique tout entière. Elle traduit également une attente, vous l'avez souligné, une attente particulière à l'égard de la France.

- La France aime et connaît l'Afrique. Fraternellement attentive aux évolutions de vos pays, elle s'est faite partout votre avocat. Deuxième donneur d'aide publique dans le monde, après le Japon, elle s'est fermement engagée en faveur des pays les plus pauvres, notamment des pays africains, et continuera de le faire.

- Elle est, pour vos pays, une amie solide. Elle souhaite développer un dialogue dense, libre et confiant avec l'Afrique. Au-delà, elle souhaite construire un véritable partenariat avec l'ensemble du continent. C'est pourquoi je me réjouis de cette occasion qui nous est donnée d'échanger nos vues et nos projets.

Il y a deux ans, les Chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique et de France, réunis à Biarritz, avaient fait de l'instauration de mécanismes de prévention et de règlement des conflits, l'un des

principaux thèmes de leur rencontre. Ils y avait exprimé de nouvelles aspirations. Ils y avaient exploré de nouvelles pistes. Depuis, une évolution se dessine.

- Il m'incombe, comme représentant de la France, qui était alors présidente du sommet franco-africain, d'en tracer devant vous les contours.

- L'Afrique prend résolument son destin en main. Elle met en place, tant au sein de l'OUA qu'à l'échelle des sous-régions, de nouveaux mécanismes de prévention et de règlement des crises. L'Afrique australe a ouvert la voie. L'Afrique de l'Ouest s'y engage à son tour. Parallèlement, votre continent envisage aussi la mise en condition d'éléments nationaux, base d'une capacité interafricaine de maintien de la paix, en attente plutôt que permanente. A l'OUA, à l'ONU d'en déterminer les modalités d'emploi.

- Cette évolution, la France la soutient. Il y a un an, avec nos partenaires britanniques, nous avons obtenu de l'Europe qu'elle apporte son aide à vos projets. Ainsi l'Union européenne a-t-elle contribué à renforcer les missions du Centre de gestion des conflits de l'OUA à Addis-Abeba. Elle permettra demain aux organisations sous-régionales de se doter d'instruments de prévention et de résolution des crises. De même, l'Union de l'Europe Occidentale vous apportera son concours.

- La prévention des conflits est la pierre angulaire de la diplomatie française. Elle est intervenue avec succès, à la demande des intéressés et avec l'appui de leurs voisins, pour trouver une solution au différend opposant le Yémen et l'Erythrée. Dans la région des Grands Lacs, elle milite, vous le savez, pour la tenue d'une Conférence Internationale sur la Paix, la Sécurité et la Stabilité, sous l'égide des Nations unies et de l'Organisation de l'Unité Africaine, conférence sans laquelle on ne trouvera pas de solution pacifique au problème qui se pose dans cette région.

- Tout cela, mesdames et messieurs, se met progressivement en place. Il y faudra de la volonté et du temps. Une terrible actualité nous rappelle chaque jour combien il est urgent que l'Afrique agisse. Elle le veut. La communauté internationale doit l'y aider.

- La paix et la stabilité seront donc, cette année encore, au coeur de nos préoccupations.

Comment en serait-il autrement alors que des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants vivent, dans la région des Grands Lacs, la tragédie de l'exode, de la famine et de la maladie sans que leur aient été apportés à temps les secours dont ils avaient besoin ? La paix et la stabilité seront aussi dans nos débats car elles sont un élément essentiel de cette bonne gouvernance que le Président Blaise Compaore a eu la sagesse d'inscrire à l'ordre du jour de notre sommet.

- Ce thème a déjà fait l'objet d'importants travaux préparatoires. J'en remercie les experts, élus, magistrats, chercheurs, universitaires, et tous ceux qui ont éclairé le champ de notre réflexion. Monsieur le Président, vous avez souhaité envisager la bonne gouvernance dans la perspective du développement, la bonne gouvernance comme accélérateur du progrès.

- Il ne s'agit pas de dégager un schéma, puis de le plaquer à l'Afrique. Chacun de vos pays a son histoire - souvent longue, ancienne, riche -, sa culture, son modèle d'organisation politique et sociale, qui relèvent de son identité et de sa souveraineté. Nous devons les respecter, et c'est la condition de notre dialogue, mais nous devons aussi parler ensemble le langage de la vérité et de la raison.

- La France n'a pas de leçons à donner, mais elle a une expérience et des convictions. Permettez-moi, mesdames et messieurs, de vous en faire part. C'est dans cet esprit que je souhaite situer le développement et la bonne gouvernance dans toute leur dimension humaine. Le développement, ce sont sans doute des chiffres, des flux financiers, la bonne application de théories macro-économiques pertinentes, mais le développement c'est bien davantage.

- Les acteurs du développement, ce sont d'abord des hommes et des femmes incités à innover, à travailler, à consommer, à épargner, à s'engager et à investir. Ce sont des volontés à solliciter, des hésitations à vaincre, des décisions à emporter. C'est pourquoi le développement doit être généreux dans ses ambitions. La bonne gouvernance doit y pourvoir en favorisant les conditions de la confiance, de l'épanouissement des hommes et du succès des entreprises. Car la bonne gouvernance, c'est sans doute l'efficace et saine gestion des affaires publiques. C'est bien sûr la transparence et la rigueur. Mais la bonne gouvernance va bien au-delà. Elle est à la fois une exigence d'un équilibre et une dynamique et ceci au service d'une espérance.

exigence, un équilibre et une dynamique et celui de service à une espérance.

La bonne gouvernance poursuit un idéal de dignité et de progrès. Elle contribue à la satisfaction des besoins vitaux des populations. Elle concourt à la promotion et au mieux-être des hommes, des femmes et des enfants, en ayant pour vocation d'assurer à tous éducation, travail, soins et protection sociale. Elle permet une juste répartition des richesses nationales. Elle permet à l'initiative de se développer et de s'épanouir. La bonne gouvernance, c'est une exigence de paix et de stabilité intérieure. Ce sont de bonnes règles de vie commune.

- Elle s'appuie sur un Etat fort, ambitieux pour tous, doté d'une véritable autorité, respecté parce que respectueux des droits fondamentaux de l'homme et des principes démocratiques : les libertés d'opinion et d'expression, l'égalité devant la justice, le refus de l'arbitraire et la soumission du pouvoir aux règles constitutionnelles. C'est ce chemin, celui de l'Etat de droit, qu'empruntent aujourd'hui tant de pays en Afrique.

- La bonne gouvernance, ce sont des institutions légitimes donc acceptées et soutenues par tous, capables de susciter l'adhésion et de mobiliser les énergies.

- Cette adhésion sera d'autant plus forte que les peuples se reconnaîtront dans les mécanismes qui les gouvernent et les hommes qui les conduisent. Elle sera d'autant plus forte que grandira leur participation à la vie publique et aux décisions qui les touchent dans leur existence quotidienne.

- La bonne gouvernance nécessite une administration équitable, dévouée au bien commun, capable d'expliquer et d'appliquer sur le terrain les décisions prises au plan national. Elle appelle un débat politique, nourri, ouvert et constructif. Elle suppose l'élaboration de grandes orientations, la confrontation de programmes, l'existence de partis politiques. Elle repose sur le droit à l'information. Elle suppose une opinion éclairée, apte à se déterminer pour l'avenir.

- Le rassemblement et l'adhésion de tous s'obtiennent aussi par le dialogue social. Les relations du travail, la question des salaires, la protection sociale, la politique de l'emploi doivent faire l'objet d'une concertation étroite avec l'ensemble des citoyens. La société se transforme plus vite que le pouvoir. Il faut être en permanence à l'écoute.

- La bonne gouvernance suscite naturellement la solidarité internationale et encourage un engagement accru des bailleurs de l'aide publique au développement. Elle permet à l'initiative privée de s'épanouir et attire, par des conditions d'accueil favorables, les entrepreneurs et les investisseurs étrangers. Bref, elle inspire la confiance, sans laquelle il n'y a pas de développement possible. Elle est, aujourd'hui, la clé de tout financement et de tout investissement.\

Mesdames et messieurs, je voudrais qu'ensemble, nous nous plaçons un instant dans la situation du donneur d'aide, de l'acteur de la solidarité internationale.

- Etre donneur d'aide aujourd'hui, c'est en règle générale appartenir à la grande famille des nations industrialisées et démocratiques. Une famille qui a sa culture, ses solidarités et ses réflexes.

- Naguère, à l'heure de l'affrontement est-ouest, aider au développement était, pour certains, le moyen privilégié de tisser des liens de clientèle. Aujourd'hui, s'engager en faveur des pays les plus pauvres, c'est défendre une vision fraternelle du monde, une certaine idée de l'homme, de sa dignité et du progrès des peuples. C'est exprimer une volonté politique. C'est en attendre des résultats.

- Dès lors, les réformes courageuses entreprises par les pays destinataires de l'aide sont autant de raisons pour maintenir ou pour accroître l'effort.

- Les donateurs d'aide, ne l'oublions pas, sont aussi confrontés à la rigueur et aux dures contraintes de la réduction indispensable des déficits publics.

- Ils doivent répondre devant leur opinion, une opinion toujours plus exigeante, de la bonne affectation de l'aide et de son efficacité. C'est sous la pression de leur Parlement, donc de leurs citoyens, que certains de nos grands partenaires se sont engagés, hélas, dans la réduction de leur contribution à l'aide publique.

- C'est pourquoi les bailleurs de fonds qui doivent, je le répète, s'appliquer à eux-mêmes les critères de la bonne gouvernance - la transparence, le dialogue, la rigueur, l'efficacité - sont particulièrement sensibles aux efforts consentis et aux progrès accomplis dans les pays qui

reçoivent l'aide. C'est pourquoi ils tendent à se détourner des pays aidés qui ne respectent pas ces mêmes critères que par ailleurs ils s'imposent à eux-mêmes.

- La bonne gouvernance est devenue la condition même du développement. Un impératif absolu qui s'impose tant aux bailleurs de fonds qu'aux pays bénéficiaires.\

Certains pays industrialisés, je le déplore, sont tentés de se désengager, qu'il s'agisse de l'aide bilatérale ou de leur contribution aux institutions financières internationales, donnant ainsi un bien mauvais exemple et prétexte pour d'autres à faire de même.

- La France, vous le savez, n'a cessé de plaider pour l'aide publique au développement qui est aujourd'hui encore, irremplaçable. Elle l'a fait au sein des grandes instances de négociation. Elle l'a fait chaque fois qu'elle a eu l'occasion de présenter sa vision du monde et de l'avenir. De Washington à Singapour et au Caire, de Franceville à Tokyo, partout elle n'a cessé d'expliquer combien l'aide publique est vitale pour les pays les plus pauvres. Partout la France a fait valoir ce devoir de solidarité qui s'impose aux nations les plus riches. Partout elle a défendu l'Afrique. Une Afrique engagée dans la voie de la rigueur et des réformes, et qui a, plus que jamais, besoin de la solidarité internationale.

- Partout nous avons expliqué qu'il est encore trop tôt pour que l'investissement privé prenne pleinement le relais de l'aide publique, que les efforts consentis jusqu'à présent seraient anéantis si nous ne pouvions les soutenir et les amplifier alors qu'on voit se dessiner le progrès.

- Et nous avons été entendus, non sans mal. Je vous rendrai compte plus largement, au cours de nos travaux, des résultats obtenus au Sommet du G7. Avec l'aide notamment du Japon, nous y avons convaincu nos partenaires de maintenir leur effort. Déjà, au sommet européen de Cannes, en 1995, nous avons obtenu, avec beaucoup de difficulté, la reconstitution du VIIIème FED. A Lyon, nous avons obtenu le maintien des ressources de l'Association internationale d'aide au développement (AID). De même, avons-nous agi pour que le Fonds africain de développement dispose de nouvelles ressources qu'on lui contestait et dont il avait besoin. Ces succès, nous avons pu les remporter parce que des signes positifs sont apparus, notamment en Afrique.

- Nombre de vos pays avaient en effet renoué avec la communauté financière internationale et passé des accords avec le FMI et la Banque Mondiale. D'autres étaient en voie de le faire. La croissance, rendue possible par les efforts consentis et favorisée par une amélioration du cours de certaines matières premières, était de retour dans quarante pays du continent. Phénomène historique pour ce siècle. Ils étaient à peine vingt il y a seulement cinq ans.

- Lyon a marqué une nouvelle étape. Au pessimisme d'hier succède une vision équilibrée, plus compréhensive et plus ouverte de l'avenir de l'Afrique au-delà, naturellement, des turbulences passagères et pour celui qui veut avoir une vision à terme de l'avenir. Certains de nos partenaires entrevoient désormais le potentiel de croissance de vos pays et envisagent d'accroître leurs échanges avec eux. Nous plaidons ardemment cette cause. Je m'en réjouis mais je sais qu'il nous faudra plaider et plaider encore. Que la bataille pour l'aide publique n'est jamais gagnée. Que votre continent devra donner de nouveaux signes d'engagement et de réussite.\

L'Afrique est à mi-chemin. Elle doit maintenant emporter la confiance des entrepreneurs et des investisseurs, nationaux et internationaux.

- La bataille de l'investissement privé ne se jouera pas dans les instances spécialisées ou par le dialogue avec quelques décideurs. Elle se gagnera à mesure que des milliers d'opérateurs économiques du monde entier se convaincront que l'Afrique est sur la bonne voie.

- Pour les attirer, l'Afrique doit leur offrir d'abord ce dont ils ont le plus besoin : un environnement sûr, stable, des règles claires et respectées par tous, bref, une visibilité, dans tous les domaines, visibilité que seul peut apporter la bonne gouvernance.

- Les opérateurs économiques ont besoin que soit assuré l'ordre public. Trop souvent, l'Afrique, sans en avoir, bien sûr, le monopole, a présenté le visage de la violence et de l'insécurité. Le renforcement de l'Etat de droit est une condition essentielle de l'investissement privé et du développement de vos pays.

- Des conditions d'accueil favorables, ce sont enfin les mêmes règles pour tous et pour longtemps. C'est un bon environnement juridique et fiscal. Cela vaut pour les codes

d'investissement, pour les dispositions fiscales et douanières, pour les règles d'attribution des marchés publics ainsi que pour les voies de recours et le bon déroulement de la justice.

- C'est un immense chantier, en constant progrès. L'Afrique voit s'affirmer l'autorité des lois fondamentales et le rôle des cours constitutionnelles. Elle unifie son droit. Ici même, à Ouagadougou, il y a deux ans, seize Etats ont signé le Traité pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires.

- Enfin, l'Afrique doit offrir à ses entrepreneurs et aux investisseurs étrangers de réelles perspectives de croissance. L'intégration économique et l'ouverture des marchés ont, depuis près d'un demi-siècle, assuré la croissance en Europe. L'interdépendance économique qui s'est spontanément développée en Asie orientale a contribué à l'extraordinaire ascension de cette partie du monde.

- C'est dans cette voie que votre Continent s'engage aujourd'hui. Je pense aux efforts d'intégration entrepris par les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale. Je pense aux membres de la Communauté de développement des Etats d'Afrique Australe (SADC). Le dynamisme de tous ces pays profitera demain à l'Afrique tout entière. J'encourage, amicalement, les autres Etats à les rejoindre dans ce mouvement nécessaire d'intégration régionale. C'est ainsi que l'Afrique participera pleinement à la mondialisation des économies et des technologies.

- C'est ainsi qu'elle pourra garder ses enfants qui, tous, souhaitent naturellement vivre sur leur terre, mais qui sont trop souvent contraints à une émigration qui les déracine et qui provoque de dangereuses réactions psychologiques et politiques dans les pays où ils se rendent. La vraie réponse, pour ces pays, aux problèmes de l'immigration excessive, c'est le développement de l'Afrique.

- Mais si l'Afrique doit attirer les capitaux, elle doit aussi se garder des financements dangereux. A l'heure de la mondialisation, ce sont tous nos pays qui sont désormais confrontés aux trafics de drogue, au blanchiment d'argent et aux filières du crime organisé transnational. L'Afrique, encore relativement épargnée, peut demain en devenir la cible. La France propose qu'un groupe de travail se réunisse dès maintenant pour y réfléchir avec vous.

Vous le voyez, mes chers Amis, on ne saurait envisager la bonne gouvernance sous le seul angle économique et comptable. Elle est un faisceau convergent d'attitudes et de règles au service d'une ambition. Elle met en pratique la démocratie et contribue à plus de stabilité, de liberté, d'égalité, de justice. Elle est cet horizon généreux vers lequel tendent toutes les énergies. Elle est ce signal fort adressé à la Communauté internationale. Elle favorise l'émergence d'un espace de progrès pour la société civile et pour l'initiative privée.

- Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, la France, en vertu de ses liens forts et anciens avec l'Afrique, et sensible aux efforts que consentent vos pays, s'exprime devant vous en amie et vous livre sa vision de l'avenir. Cet avenir, il appartient aux Africains de le construire, et à eux seuls. Mais l'Afrique a besoin que se manifeste pleinement la solidarité entre les nations comme chaque nation doit encourager le renforcement de la solidarité entre chacun de ses enfants. A l'heure où tant de vos pays s'engagent dans la voie courageuse et difficile des réformes, de l'Etat de droit et de la paix, l'aide publique au développement et la confiance des milieux économiques leur sont plus que jamais nécessaires.

- Je sais l'inquiétude de l'Afrique devant la volonté de désengagement de certains donateurs d'aide que j'évoquais tout à l'heure. La bonne gouvernance est aujourd'hui la seule attitude face à ces tentations de repli.

- La France se tient à vos côtés. Elle croit en l'Afrique que vous bâtissez. Elle comprend vos aspirations. Elle mesure vos sacrifices. Elle sait que vos efforts porteront leurs fruits.

- Une réalité mes chers amis se dessine. De nouveaux espoirs s'esquissent. Sachons, ensemble, leur faire tenir toutes leurs promesses.

- Je vous remercie !\